

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 24/11/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**VERALLIA FRANCE**

ZONE INDUSTRIELLE  
51530 Oiry

Références : D3i 2025-1132  
Code AIOT : 0005701543

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement VERALLIA FRANCE implanté ZONE INDUSTRIELLE 51530 Oiry. L'inspection a été annoncée le 08/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VERALLIA FRANCE
- ZONE INDUSTRIELLE 51530 Oiry
- Code AIOT : 0005701543
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société VERALLIA exploite une verrerie sur le territoire de la commune d'Oiry. La capacité de fusion de l'installation est supérieure à 20 tonnes par jour. À ce titre, cette installation est visée par l'annexe I de la directive n°2003/87/CE du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté européenne.

### Thèmes de l'inspection :

- Air

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Valeur limite d'émission en concentration	Arrêté Préfectoral du 17/08/2015, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Traitement des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 09/11/2005, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Equipements de l'installation	Arrêté Préfectoral du 09/11/2005, article 19,2	Sans objet
2	Fréquence de la surveillance	Arrêté Préfectoral du 17/08/2015, article 6	Sans objet
3	Surveillance réglementaire du débit	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 72	Sans objet
4	Surveillance réglementaire	Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 71	Sans objet
7	Disposition particulière pour COV	Arrêté Préfectoral du 09/11/2005, article 20,4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater la conformité des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 17 août 2015 et l'arrêté ministériel sectoriel du 12 mars 2003.

Toutefois, des résultats de mesures et l'installation d'équipements sont à justifier dans un délai de 3 mois. En effet l'exploitant doit analyser et justifier tout dépassement aux valeurs limites d'émissions de mesures réglementaires ou continues. L'apport d'air avant l'électrofiltre doit faire également l'objet d'explication quant à la véracité des mesures des polluants.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Equipements de l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/11/2005, article 19,2					
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Equipement					
<b>Prescription contrôlée :</b>					
La cheminée du four verrier doit satisfaire aux dispositions de l'arrêté ministériel du 14 mai 1993 relatif à l'industrie du verre, ou des dispositions qui s'y substituent.					
	Hauteur en m	Diamètre en m	Rejet des fumées des installations raccordées	D é b i t nominal en Nm <sup>3</sup> /h	V i t e s s e d'éjection en m/s
Conduit four	69		Four verrier	33 000	8
<b>Constats :</b>					
La visite d'inspection a permis de constater la présence d'une cheminée conforme à la prescription ci-dessus.					
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite					

**N° 2 : Fréquence de la surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/08/2015, article 6	
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquence de la surveillance	
<b>Prescription contrôlée :</b>	
Les dispositions de l'article 20.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2005-A-157-IC du 9 novembre 2005 sont remplacées, à compter du 8 mars 2016, par les dispositions suivantes : L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets atmosphériques. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. La fréquence des mesures respecte le tableau suivant :	
<b>Paramètres (concentration et flux)</b>	<b>fréquence</b>
Poussières	continue
NO <sub>x</sub> (exprimé en NO <sub>2</sub> )	continue
SO <sub>x</sub> (exprimé en SO <sub>2</sub> )	continue

<i>Monoxyde de carbone (exprimé en CO)</i>	<i>annuelle</i>
<i>Chlorure d'hydrogène (exprimé en HCl)</i>	<i>annuelle</i>
<i>Fluorure d'hydrogène (exprimé en HF)</i>	<i>annuelle</i>
<i>(As, Co, Ni, Cd, Se, Cr<sub>VI</sub>)</i>	<i>semestrielle</i>
<i>(As, Co, Ni, Cd, Se, Cr<sub>VI</sub>, Sb, Pb, Cr<sub>III</sub>, Cu, Mn, V, Sn)</i>	<i>semestrielle</i>
<i>Arsenic (As)</i>	<i>semestrielle</i>
<i>Composés organiques volatils (exprimés en carbone organique total COT)</i>	<i>annuelle</i>
<i>Amines (exprimées en azote)</i>	<i>annuelle</i>
<i>Sulfure d'hydrogène (exprimé en H<sub>2</sub>S)</i>	<i>annuelle</i>
<i>Hydrocarbures aromatiques polycycliques (exprimés en HAP)</i>	<i>annuelle</i>
<i>Formaldéhyde</i>	<i>annuelle</i>
<i>Phénol</i>	<i>annuelle</i>

#### Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection en date du 29 septembre 2025 les rapports de surveillance réglementaire des semestres de 2024 (réalisé en avril et septembre 2024).

Lors de la visite, l'exploitant a exposé les résultats des mesures réalisées le 7 avril 2025, reçues le 6 juin 2025

<p>La fréquence de la surveillance réglementaire est respectée. Les polluants contrôlés de manière continue sont également mesurés tous les ans, conformément à l'arrêté ministériel de 2003.</p> <p>Le rapport du bureau de contrôle, intervenu du 8 au 10 avril 2024 et émis le 20 décembre 2024 indique des résultats incohérents pour les métaux (p13 et 14) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- concentration Sb : 7,75 mg/NM3</li> <li>- concentration As : 19 mg/NM3</li> <li>- concentration Cr : 70 mg/NM3.</li> </ul> <p>Les unités de mesures sont erronées. Il convient de les modifier et d'être vigilant sur les résultats affichés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant la transmission des résultats réglementaires dans un délai raisonnable L'inspection demande à l'exploitant d'être vigilant sur les résultats présentés dans les rapports de contrôle.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 3 : Surveillance réglementaire du débit

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 72</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance réglementaire du débit</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque les rejets de polluant à l'atmosphère autorisés pour l'ensemble de l'établissement dépassent les seuils ci-dessous, l'exploitant doit réaliser dans les conditions prévues à l'article 71 une détermination ou une mesure en permanence du débit des fumées correspondant ainsi que les mesures ci-après des paramètres permettant de mesurer le flux massique de polluant émis et d'exprimer les résultats dans les conditions de référence (sur gaz secs)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant explique que le débit est déterminé à partir de la mesure continue de la vitesse de la turbine d'aspiration des fumées, indispensable pour l'extraction des fumées en sortie d'électrofiltre. Ces mesures de débit sont transmises dans le fichier des résultats des polluants poussières, SOx et NOx à l'inspection. Les mesures continues de juin, juillet, août 2025 ont été transmises en date du 29 septembre 2025 L'exploitant respecte la prescription de l'arrêté ministériel du 12 mars 2003. Cette fréquence sera rajoutée dans un prochain arrêté préfectoral complémentaire.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Surveillance réglementaire

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/03/2003, article 71</p>
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquence de la surveillance
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En matière de surveillance des émissions, les dispositions de l'article 58 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la mise en œuvre d'un programme de surveillance des émissions selon les principes énoncés à l'article 58-I de l'arrêté du 2 février 1998 modifié et relativement aux substances visées dans le présent article ;</li> <li>[...]</li> <li>- la réalisation de contrôles externes de recalage (article 58-III) ;</li> <li>- les modalités de transmission des résultats d'autosurveillance à l'inspection (article 58-IV).</li> </ul> <p>Article 58 de l'arrêté ministériel du 02/02/98 :</p> <p><i>II. Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence.</i></p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection en date du 29 septembre 2025 l'AST, des check lists et des graphes de contrôle. Le rapport du test annuel (AST) pour 2024 réalisé en septembre 2024 mentionne une non validité de la fonction d'étalonnage pour le SO<sub>2</sub>. La conclusion est de refaire un QAL 2 pour ce polluant (p20).</p> <p>L'exploitant a réalisé un QAL 2 en avril 2025, rapport reçu par l'exploitant le 14 août 2025. Lors de la visite d'inspection, il a été constaté que les droites d'étalonnage du rapport ont été reportées dans la baie d'analyse.</p> <p>L'exploitant réalise une procédure de QAL 3 : surveillance visuelle, étalonnage avec bouteille de gaz, enregistrement des résultats. Ce constat n'appelle pas de suite.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Valeur limite d'émission en concentration**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 17/08/2015, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des concentrations d'émissions
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions de l'article 19.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 2005-A-157-IC du 9 novembre 2005 sont remplacées, à compter du 8 mars 2016, par les dispositions suivantes :</p>

Les effluents gazeux rejetées par l'unité de fusion et les postes de traitement de surface à chaud respectent les valeurs limites suivantes :

paramètres	Concentration (mg/Nm <sup>3</sup> )	Flux (kg/t <sub>vf</sub> )	Flux horaire (g/h)	Flux annuel (kg/an)
poussières	20	0,03	725	6 351
NO <sub>x</sub> (exprimé en NO <sub>2</sub> )	600	0,9	21 750	190 530
SO <sub>x</sub> (exprimé en SO <sub>2</sub> ) fioul + 0 à 25 % de gaz	1 200	1,8	43 500	381 060
SO <sub>x</sub> (exprimé en SO <sub>2</sub> ) fioul + 25 à 50 % de gaz	1 025	1,538	37 168	325 592
SO <sub>x</sub> (exprimé en SO <sub>2</sub> ) fioul + 50 à 75 % de gaz	850	1,275	30 813	269 922
SO <sub>x</sub> (exprimé en SO <sub>2</sub> ) fioul + 75 à 90 % de gaz	675	1,013	24 481	214 454
SO <sub>x</sub> (exprimé en SO <sub>2</sub> ) 100 % gaz	500	0,75	18 125	158 775
Monoxyde de	100	0,15	3 625	31 755



<i>carbone (exprimé en CO)</i>				
<i>C h l o r u r e d'hydrogène (exprimé en HCl)</i>	20	0,03	725	6 351
<i>F l u o r u r e d'hydrogène (exprimé en HF)</i>	5	0,008	182	1 694
<i>(As, Co, Ni, Cd, Se, Cr<sub>VI</sub>)</i>	1	$1,5 * 10^{-3}$	37	100
<i>(As, Co, Ni, Cd, Se, Cr<sub>VI</sub>, Sb, Pb, Cr<sub>III</sub>, Cu, Mn, V, Sn)</i>	5	$7,5 * 10^{-3}$	182	1 500
<i>C o m p o s é s o r g a n i q u e s v o l a t i l s (exprimés en c a r b o n e organique total COT)</i>	20	0,03	725	6 351
<i>A m i n e s (exprimées en azote)</i>	5	0,008	182	1 694
<i>S u l f u r e d'hydrogène (exprimé en H<sub>2</sub>S)</i>	2	0,003	73	170
<i>Hydrocarbures aromatiques polycycliques (exprimés en HAP)</i>	0,1	$0,15 * 10^{-3}$	4	32

Formaldéhyde	0,5	$0,8 * 10^{-3}$	18	170
Phénol	0,5	$0,8 * 10^{-3}$	18	170
Arsenic	0,2	$0,3 * 10^{-3}$	7	64

Les valeurs des concentrations dans les effluents gazeux se rapportent aux conditions standard, à savoir : gaz à l'état sec, température de 273,15 K, pression de 101,3 kPa, taux d'oxygène de référence de 8 % (four classique à fusion continue).

Le facteur de conversion pour passer des concentrations aux flux spécifiques (kg à la tonne de verre fondue) est de  $1,5 * 10^{-3}$ .

Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

#### Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection en date du 29 septembre 2025 les rapports de surveillance réglementaire du laboratoire de contrôle pour l'année 2024.

Pour le 1<sup>er</sup> semestre 2024, réalisé en avril 2024, les mesures de formaldéhyde sont non conformes : concentration 1,26 mg/Nm<sup>3</sup> et flux à 28,85 g/h.

Le rapport de mesure pour le 1<sup>er</sup> semestre 2025, présenté en réunion lors de la visite, montre un résultat de formaldéhyde en concentration de 0,29 mg/Nm<sup>3</sup> et en flux de 6,13 g/h.

Le dépassement isolé de 2024 n'est pas expliqué par l'exploitant.

Pour les mesures continues de juin et juillet 2025, les concentrations et flux sont conformes.

L'inspection remarque deux colonnes de mesures de débits et demande celle correspondant aux paramètres de mesures.

Les intervalles de confiance sont intégrés dans les résultats.

Les mesures continues du mois de septembre 2025 montre une valeur de poussière de 741 mg/Nm<sup>3</sup> pour une journée. L'exploitant indique que cette mesure aberrante est due au dysfonctionnement de la baie d'analyse. L'inspection demande de justifier par écrit cette mesure.

<p>L'arrêté préfectoral de 2015 ne mentionne pas des paramètres tels le plomb, le cadmium, le mercure, le thallium, obligatoires dans l'arrêté ministériel (AM) de 2003.</p> <p>Néanmoins l'exploitant mesure annuellement ces polluants, dont les résultats respectent les valeurs limites d'émissions de l'AM de 2003.</p> <p>Ces paramètres seront intégrés dans le prochain arrêté préfectoral complémentaire de l'établissement</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de commenter et analyser ses résultats lors de la transmission des rapports.</p> <p>Dans un délai de 3 mois, l'exploitant doit justifier les dépassements des mesures continues de la poussière.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 6 : Traitement des rejets atmosphériques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/11/2005, article 17</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des rejets atmosphériques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les effluents gazeux doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté (électrofiltres ; filtres à manches ; épuration sèche des SO<sub>x</sub> à la chaux...).</p> <p>Les installations de traitement sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.</p> <p>Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution doivent être privilégiés pour l'épuration des effluents.</p> <p>Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant les installations concernées.</p> <p>La durée cumulée pendant laquelle les valeurs limites de rejet fixées pour les rejets atmosphériques pourraient être dépassées pour entretien, remplacement ou réglage des</p>

systèmes d'épuration ne doit pas dépasser 250 heures par an.

Les installations de traitement sont correctement entretenues.

[...]

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans ce registre.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

[...]

#### **Constats :**

L'exploitant a transmis à l'inspection en date du 29 septembre 2025 les rapports de mesures continues où aucune anomalie n'est annotée.

L'exploitant explique que la maintenance de l'électrofiltre est réalisée tous les ans pendant 2 à 3 jours. En 2025, il n'a pas fait de maintenance, considérée non utile par rapport aux changements de 2024.

L'exploitant montre à l'inspection un fichier qui reprend le cumul des dysfonctionnements qui est, lors de la visite, de 3 heures depuis le début de l'année.

Lors de la visite, l'inspection constate une entrée d'air avant l'électrofiltre, ouvert à 38 %, justifiée par l'exploitant comme un équipement de sécurité. Il explique que la température diminue de 465 degrés à 360 degrés grâce à cet apport d'air pour ne pas endommager l'électrofiltre, qui fonctionne avec une température maximale de 400 degrés.

Il mentionne que la mesure continue à 10 % d'oxygène est corrigée à 8 % et permet de prendre en compte cet apport d'air.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande que le cumul d'indisponibilité soit envoyé en même temps que les fichiers des rapports continus.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

#### **N° 7 : Disposition particulière pour COV**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 09/11/2005, article 20,4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Calage de l'autosurveillance

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant n'utilise pas de solvants. Cette prescription est obsolète, elle sera supprimée dans un prochain arrêté préfectoral complémentaire.

**Type de suites proposées :** Sans suite